

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°10-202**

**PORTANT OUVERTURE D'UN DÉBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE DE 2<sup>ème</sup>  
CATÉGORIE ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

***Le Maire de la Ville de JUVIGNAC,***

***Vu*** le Code des Collectivités Territoriales, articles L.2212-1 et L. 2212-2,

***Vu*** le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L 3334-2, L 3335-1 et L 3352-5,

***Vu*** les articles L.1, L.48 et L.49 du Code des débits de boissons et les mesures contre l'alcoolisme,

***Vu*** les arrêtés préfectoraux n°91-1-2257 du 2 juillet 1991 relatif aux zones protégées, n°90-1-0957 du 28 mars 1990 et n°93-1-1685 du 22 juin 1993 relatif aux horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons et des restaurants,

***Vu*** la demande, en date du 17 mars 2010, formulée par Monsieur Emmanuel Combe, demeurant 26, avenue des Hauts de Fontcaude – 34990 - Juvignac, sollicitant l'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion de la manifestation dénommée « Nuit du Jazz » qui aura lieu au parc de la Valadière à Juvignac, le lundi 21 juin 2010,

***Considérant*** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics,

***Considérant*** l'engagement de Monsieur Emmanuel Combe, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

***Considérant*** que la demande constitue la première autorisation de l'année en cours,

***ARRÊTE***

***Article 1 :*** Monsieur Emmanuel Combe demeurant 26, avenue des Hauts de Fontcaude à Juvignac, est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de la manifestation dénommée « Nuit du Jazz » organisée par le service de la Culture de la ville de Juvignac, qui aura lieu le lundi 21 juin 2010 sur le site du parc de la Valadière, de 20h00 à 01h30.

***Article 2 :*** Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tel que le définit l'article L.1 du Code des débits de boissons, c'est-à-dire les boissons non alcoolisées et les boissons alcoolisées fermentées non distillées, à savoir : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, vins doux naturels, crèmes de cassis, jus de fruit ou de légumes fermentés comportant de 1 à 3 degrés d'alcool.

***Article 3 :*** Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques ;
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs ;
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme ;
- Rappeler aux participants, ainsi qu'aux consommateurs, que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui ;

- ⊖ Ne pas servir à une personne manifestement ivre ;
- ⊖ Respecter la tranquillité du voisinage ;

**Article 4 :** Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit de boissons temporaire.

**Article 5 :** Monsieur Emmanuel Combe est autorisé à occuper un emplacement sur le site du parc de la Valadière à Juvignac en vue d'exercer son activité, débit de boissons et petite restauration, à l'occasion de la Nuit du Jazz, le lundi 21 juin 2010 de 07h00 à 02h00.

**Article 6 :** Le pétitionnaire est tenu de laisser les lieux en parfait état de propreté et ne devra en aucun cas endommager le revêtement de la parcelle prévu à cet effet. Dans l'hypothèse où l'emplacement occupé subirait des dégradations, la remise en état serait exécutée par l'administration communale au frais du titulaire de la présente autorisation.

**Article 7 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express. Elle est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 8 :** Toutes infractions au dispositif du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article R.610-5 du nouveau Code Pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et les règlements en vigueur et notamment aux dispositions relatives à la répression de l'ivresse publique et à la protection des mineurs contre l'alcoolisme.

**Article 9 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 10 :**

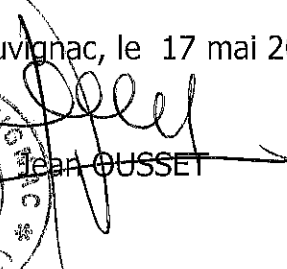
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Juvignac ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le chef du service de police municipale ;
- Monsieur Emmanuel Combe,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et prendra effet à compter de sa publication.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Juvignac ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le chef du service de police municipale ;
- Monsieur Emmanuel Combe,

Fait à Juvignac, le 17 mai 2010



Jean GUSSET

Adjoint au Maire  
Délégué à l'administration générale